

SENATO DELLA REPUBBLICA

VII LEGISLATURA

(N. 741)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 2 giugno 1977
(V. Stampato n. 992)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(FORLANI)

di concerto col Ministro delle Poste e delle Telecomunicazioni
(COLOMBO VITTORINO)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 7 giugno 1977*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sulla distribuzione dei segnali portatori di programmi trasmessi mediante satelliti, firmata a Bruxelles il 21 maggio 1974

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione relativa alla distribuzione dei segnali portatori di programmi trasmessi via satellite, firmata a Bruxelles il 21 maggio 1974.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 10 della Convenzione stessa.

Art. 3.

Il Governo della Repubblica è autorizzato ad emanare, su proposta del Ministro delle poste e delle telecomunicazioni, sentito il parere di una commissione composta da 10 senatori e 10 deputati nominati dai Presidenti del Senato e della Camera, entro un anno dall'entrata in vigore della presente legge, decreti aventi valore di legge ordinaria, secondo i principi direttivi contenuti nella Convenzione di cui all'articolo 1 della presente legge, per stabilire le norme necessarie ad assicurare l'adempimento degli obblighi derivanti dalla Convenzione stessa.

CONVENTION**concernant la distribution de signaux porteurs de programmes
transmis par satellite**

Les Etats contractants,

Constatant que l'utilisation de satellites pour la distribution de signaux porteurs de programmes croît rapidement tant en importance qu'en ce qui concerne l'étendue des zones géographiques desservies;

Préoccupés par le fait qu'il n'existe pas à l'échelle mondiale de système permettant de faire obstacle à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite par des distributeurs auxquels ils ne sont pas destinés et que l'absence d'un tel système risque d'enfrayer l'utilisation des communications par satellites;

Reconnaisant à cet égard l'importance des intérêts des auteurs, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion;

Convaincus qu'un système international doit être établi, comportant des mesures propres à faire obstacle à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite par des distributeurs auxquels ils ne sont pas destinés;

Conscients de la nécessité de ne porter atteinte en aucune façon aux conventions internationales d'jà en vigueur, y compris la Convention internationale des télécommunications et le Règlement des radiocommunications annexé à cette Convention, et en particulier de n'entraver en rien une plus large acceptation de la Convention de Rome du 26 octobre 1961 qui accorde une protection aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1.

Aux fins de la présente Convention, on entend par:

- i) « signal », tout vecteur produit électroniquement et apte à transmettre des programmes;
- ii) « programme », tout ensemble d'images, de sons ou d'images et de sons, qui est enregistré ou non et qui est incorporé dans des signaux destinés à être distribués;
- iii) « satellite », tout dispositif situé dans l'espace extra-terrestre et apte à transmettre des signaux;
- iv) « signal émis », tout signal porteur de programmes qui se dirige vers un satellite ou qui passe par un satellite;
- v) « signal dérivé », tout signal obtenu par la modification des caractéristiques techniques du signal émis, qu'il y ait eu ou non une ou plusieurs fixations intermédiaires;

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- vi) « organisme d'origine », la personne physique ou morale qui décide de quel programme les signaux émis seront porteurs;
- vii) « distributeur », la personne physique ou morale qui décide de la transmission des signaux dérivés au public en général ou à toute partie de celui-ci;
- viii) « distribution », toute opération par laquelle un distributeur transmet des signaux dérivés au public en général ou à toute partie de celui-ci.

ARTICLE 2.

1) Tout Etat contractant s'engage à prendre des mesures adéquates pour faire obstacle à la distribution sur son territoire, ou à partir de son territoire, de signaux porteurs de programmes par tout distributeur auquel les signaux émis vers le satellite ou passant par le satellite ne sont pas destinés. Cet engagement s'étend au cas où l'organisme d'origine est ressortissant d'un autre Etat contractant et où les signaux distribués sont des signaux dérivés.

2) Dans tout Etat contractant où l'application des mesures visées à l'alinéa 1) ci-dessus est limitée dans le temps, la durée de celle-ci est fixée par la législation nationale. Cette durée sera notifiée par écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou si la législation nationale y relative entre en vigueur ou est modifiée ultérieurement, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de cette législation ou de celle de sa modification.

3) L'engagement prévu à l'alinéa 1) ci-dessus ne s'étend pas à la distribution de signaux dérivés provenant de signaux déjà distribués par un distributeur auquel les signaux émis étaient destinés.

ARTICLE 3.

La présente Convention n'est pas applicable lorsque les signaux émis par l'organisme d'origine, ou pour son compte, sont destinés à la réception directe par le public en général à partir du satellite.

ARTICLE 4.

Aucun Etat contractant n'est tenu d'appliquer les mesures visées à l'article 2, alinéa 1), lorsque les signaux distribués sur son territoire, par un distributeur auquel les signaux émis ne sont pas destinés,

i) portent de courts extraits du programme porté par les signaux émis et contenant des comptes rendus d'événements d'actualité, mais seulement dans la mesure justifiée par le but d'information de ces extraits; ou bien

ii) portent, à titre de citations, de courts extraits du programme porté par les signaux émis, sous réserve que de telles citations soient conformes aux bons usages et soient justifiées par leur but d'information; ou bien

iii) portent, dans le cas où le territoire est celui d'un Etat contractant considéré comme un pays en voie de développement conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, un programme porté par le signaux émis, sous réserve que la distribution soit faite uniquement à des fins d'enseignement, y compris celui des adultes, ou de recherche scientifique.

ARTICLE 5.

Aucun Etat contractant ne sera tenu d'appliquer la présente Convention en ce qui concerne les signaux émis avant l'entrée en vigueur de ladite Convention à l'égard de l'Etat considéré.

ARTICLE 6.

La présente Convention ne saurait en aucune façon être interprétée comme limitant ou portant atteinte à la protection accordée aux auteurs, aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes ou aux organismes de radiodiffusion, en vertu des législations nationales ou des conventions internationales.

ARTICLE 7.

La présente Convention ne saurait en aucune façon être interprétée comme limitant la compétence de tout Etat contractant d'appliquer sa législation nationale pour empêcher tout abus de monopole.

ARTICLE 8.

1) A l'exception des dispositions des alinéas 2) et 3), aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

2) Tout Etat contractant, dont la législation nationale en vigueur à la date du 21 mai 1974 le prévoit, peut, par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer que pour son application la condition prévue dans l'article 2, alinéa 1), (« au cas où l'organisme d'origine est ressortissant d'un autre Etat contractant ») sera considérée comme remplacée par la condition suivante: « au cas où les signaux émis le sont à partir du territoire d'un autre Etat contractant ».

3) a) Tout Etat contractant qui, à la date du 21 mai 1974, limite ou exclut la protection à l'égard de la distribution des signaux porteurs de programmes au moyen de fils, câbles ou autres voies analogues de communication, distribution qui est limitée à un public d'abonnés, peut, par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer que, dans la mesure où et tant que sa législation nationale limite ou exclut la protection, il n'appliquera pas la présente Convention aux distributions faites de cette manière.

b) Tout Etat, qui a déposé une notification en application du sous-alinéa a), notifiera par écrit au Secrétaire général de l'Organisa-

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

tion des Nations Unies, dans les six mois de leur entrée en vigueur, toutes modifications introduites dans sa législation nationale et en vertu desquelles la réserve faite aux termes de ce sous-alinéa devient inapplicable ou bien est limitée dans sa portée.

ARTICLE 9.

- 1) La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Elle restera ouverte jusqu'à la date du 31 mars 1975 à la signature de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des institutions spécialisées reliées à l'Organisation des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou partie au Statut de la Cour internationale de Justice.
- 2) La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires. Elle sera ouverte à l'adhésion des Etats visés à l'alinéa 1).
- 3) Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
- 4) Il est entendu qu'au moment où un Etat devient lié par la présente Convention, il doit être en mesure, conformément à sa législation nationale, de donner effet aux dispositions de la Convention.

ARTICLE 10.

- 1) La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou de adhésion.
- 2) A l'égard de chaque Etat ratifiant ou acceptant la présente Convention ou y adhérant après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt de son instrument.

ARTICLE 11.

- 1) Tout Etat contractant aura la faculté de dénoncer la présente Convention par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
- 2) La dénonciation prendra effet douze mois après la date de la réception de la notification visée à l'alinéa 1).

ARTICLE 12.

- 1) La présente Convention est signée en un seul exemplaire en langues anglaise, espagnole, française et russe, les quatre textes faisant également foi.
- 2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et par le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Propriété Intellectuelle, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne, néerlandaise et portugaise.

3) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie aux Etats visés à l'article 9, alinéa 1), ainsi qu'au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, au Directeur général du Bureau international du travail et au Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications:

- i) les signatures de la présente Convention;
- ii) le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
- iii) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention aux termes de l'article 10, alinéa 1);
- iv) le dépôt de toute notification visée à l'article 2, alinéa 2), ou à l'article 8, alinéas 2) ou 3), ainsi que le texte l'accompagnant;
- v) la réception des notifications de dénonciation.

4) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet deux exemplaires certifiés conformes de la présente Convention à tous les Etats visés à l'article 9, alinéa 1).

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles ce vingt-et-un mai 1974.

Pour l'Allemagne, République fédérale d':

FELIX OTTO GAERTE

Mrs. ELISABETH STEUP

Pour l'Argentine:

CARLOS ORTIZ DE ROSAS

Pour l'Autriche:

WOLFGANG WOLTE

Pour la Belgique:

G. L. DE SAN

Pour le Brésil:

JOÃO FRANK DA COSTA

Pour Chypre:

TITOS PHANOS

Pour la Côte-d'Ivoire:

Mrs. KETTI LAUBHOUET

Pour l'Espagne:

JUAN MANUEL DE LA VEGA GOMEZ-ACEBO

Pour l'Etats-Unis d'Amérique:

HARVEY J. WINTER

Mrs. BARBARA A. RINGER

Pour la France:

JACQUES LECOMPT

Pour Israël:

MAYER GABAY

Pour l'Italie:

GIUSEPPE MESCHINELLI

GINO GALTIERI

Pour le Kenya:

DAVID J. COWARD

Pour le Liban:

EMILE BEDRAN

GABY GRESH

Pour le Maroc:

ABDALLAH CHAKROUN

Pour le Mexique:

GABRIEL E. LARREA RICHERAND

Pour le Sénégal:

N'DENÉ N'DIAYE

Pour la Suisse:

WALTER STAMM

Pour la Yougoslavie:

JACKSA PETRIC.

TESTO UFFICIALE IN ITALIANO*(Stabilito in virtù dell'articolo 12, paragrafo 2)***CONVENZIONE****relativa alla distribuzione dei segnali portatori di programmi
trasmessi via satellite**

Gli Stati contraenti,

Constatando che l'utilizzazione di satelliti per la distribuzione di segnali portatori di programmi sta aumentando rapidamente sia per l'importanza che per quanto concerne l'estensione delle zone geografiche servite;

Preoccupati perché non esiste un sistema, su scala mondiale, che permetta di ostacolare la distribuzione di segnali portatori di programmi trasmessi via satellite da parte di distributori ai quali non sono destinati e perché la mancanza di un tale sistema rischia di ostacolare l'uso delle comunicazioni via satellite;

Riconoscendo a questo riguardo l'importanza degli interessi degli autori, degli artisti interpreti o esecutori, dei produttori di fonogrammi e degli organismi di radiodiffusione;

Convinti che deve essere fissato un sistema internazionale, che comporti delle misure atte ad ostacolare la distribuzione di segnali portatori di programmi trasmessi via satellite da parte di distributori ai quali essi non sono destinati;

Coscienti della necessità di non pregiudicare in alcun modo le convenzioni internazionali già in vigore, ivi compresa la Convenzione internazionale delle Telecomunicazioni ed il Regolamento delle radiocomunicazioni allegato a detta Convenzione, ed in particolare di non ostacolare in alcun modo una più ampia accettazione della Convenzione di Roma del 26 ottobre 1961 che concede una protezione agli artisti interpreti o esecutori, ai produttori di fonogrammi e agli organismi di radiodiffusione,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

Ai fini della presente Convenzione:

- i) per « segnale » si intende qualunque vettore prodotto elettronicamente edatto a trasmettere dei programmi;
- ii) per « programma » si intende qualunque insieme di immagini, di suoni o di immagini e suoni, registrato o non, incorporato in segnali destinati ad essere distribuiti;
- iii) per « satellite » si intende qualunque dispositivo situato nello spazio extra-terrestre edatto a trasmettere dei segnali;
- iv) per « segnale emesso » si intende qualunque segnale portatore di programmi che si dirige verso un satellite o che passa attraverso un satellite;

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

v) per « segnale derivato », si intende qualunque segnale ottenuto modificando le caratteristiche tecniche del segnale emesso, sia che vi siano stati o meno uno o più fissaggi intermedi;

vi) per « organismo di origine » si intende la persona fisica o giuridica che decide di quale programma i segnali emessi saranno portatori;

vii) per « distributore », si intende la persona fisica o giuridica che decide della trasmissione dei segnali derivati al pubblico in generale o a qualunque parte di quest'ultimo;

viii) per « distribuzione », si intende qualunque operazione con la quale un distributore trasmette dei segnali derivati al pubblico in generale o a qualunque parte di quest'ultimo.

ARTICOLO 2.

1) Ogni Stato contraente si impegna di adottare delle misure adeguate per impedire la distribuzione sul suo territorio, o dal suo territorio, di segnali portatori di programmi da parte di qualunque distributore al quale i segnali emessi verso il satellite o che passano per il satellite, non sono destinati. Tale impegno vale anche nel caso in cui l'organismo di origine appartenga ad un altro Stato contraente e nel caso in cui i segnali distribuiti siano dei segnali derivati.

2) In ogni Stato contraente in cui l'applicazione delle misure previste al precedente paragrafo 1) è limitata nel tempo, la durata di tale applicazione viene fissata dalla legislazione nazionale. Tale durata verrà notificata per iscritto al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite al momento della ratifica, dell'accettazione o dell'adesione, oppure se la relativa legislazione nazionale entrerà in vigore o verrà modificata successivamente, entro un termine di sei mesi dall'entrata in vigore di tale legislazione o della sua modifica.

3) L'impegno previsto al precedente paragrafo 1) non viene esteso alla distribuzione di segnali derivati provenienti da segnali già distribuiti da un distributore al quale i segnali emessi erano destinati.

ARTICOLO 3.

La presente Convenzione non è applicabile qualora i segnali emessi dall'organismo di origine, o per suo conto, siano destinati alla ricezione diretta, proveniente dal satellite, da parte del pubblico in generale.

ARTICOLO 4.

Nessuno Stato contraente è obbligato ad applicare le misure previste dall'articolo 2, paragrafo 1), qualora i segnali distribuiti sul suo territorio, da parte di un distributore al quale i segnali emessi non sono destinati,

i) portino dei brevi estratti del programma portato dai segnali emessi, contenente resoconti di avvenimenti di attualità, ma soltanto nella misura giustificata dal fine informativo degli estratti stessi, oppure

ii) portino, a titolo di citazione, brevi estratti del programma portato dai segnali emessi, con riserva che tali citazioni siano conformi ai buoni usi e siano giustificati dal loro fine informativo; oppure

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

iii) portino, nel caso in cui il territorio sia quello di uno Stato contraente considerato come un paese in via di sviluppo conformemente alla pratica stabilita dall'Assemblea Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, un programma portato dai segnali emessi, sempre che la distribuzione sia fatta unicamente a fini istruttivi, anche per adulti, o di ricerca scientifica.

ARTICOLO 5.

Nessuno Stato contraente sarà obbligato ad applicare la presente Convenzione per quanto concerne i segnali emessi prima dell'entrata in vigore di detta Convenzione nei confronti dello Stato considerato.

ARTICOLO 6.

La presente Convenzione non dovrà in alcun modo essere interpretata come limitativa o lesiva della protezione concessa agli autori, agli artisti interpreti o esecutori, ai produttori di fonogrammi o agli organismi di radiodiffusione, in virtù delle legislazioni nazionali o delle convenzioni internazionali.

ARTICOLO 7.

La presente Convenzione non dovrà in alcun modo essere interpretata come limitativa della competenza di ogni Stato contraente di applicare la legislazione nazionale per impedire qualunque abuso di monopolio.

ARTICOLO 8.

1) Fatta eccezione per le disposizioni dei paragrafi 2) e 3), non è ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione.

2) Ciascun Stato contraente, la cui legislazione nazionale, in vigore alla data del 21 maggio 1974 lo preveda, può, mediante notifica scritta depositata presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, dichiarare che per la sua applicazione la condizione prevista all'articolo 2, paragrafo 1), (« nel caso in cui l'organismo di origine appartenga ad un altro Stato contraente ») verrà considerata come sostituita dalla seguente condizione: « nel caso in cui i segnali emessi provengano dal territorio di un altro Stato contraente ».

3) a) Ciascuno Stato contraente che, alla data del 21 maggio 1974, limiti o escluda la protezione nei confronti della distribuzione dei segnali portatori di programmi mediante fili, cavi o altre vie analoghe di comunicazione, distribuzione che è limitata ad un pubblico di abbonati, può, mediante notifica scritta depositata presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, dichiarare che, nella misura in cui e fin tanto che la sua legislazione nazionale limita o esclude la protezione, non applicherà la presente Convenzione alle distribuzioni effettuate in tal modo.

b) Ciascuno Stato, che ha depositato una notifica in applicazione del sottoparagrafo a), notificherà per iscritto al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, entro sei mesi dalla loro entrata

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

in vigore, tutte le modifiche apportate alla sua legislazione nazionale ed in virtù delle quali la riserva fatta ai sensi di detto sottoparagrafo diventa inapplicabile oppure è limitata nella sua portata.

ARTICOLO 9.

1) La presente Convenzione verrà depositata presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Essa rimarrà aperta fino al 31 marzo 1975 alla firma di ogni Stato membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di ognuna delle istituzioni specializzate collegate all'Organizzazione delle Nazioni Unite o dell'Agenzia Internazionale dell'energia atomica o parte contraente dello Statuto della Corte internazionale di Giustizia.

2) La presente Convenzione sarà sottoposta alla ratifica o all'accettazione degli Stati firmatari e sarà aperta all'adesione degli Stati di cui al paragrafo 1).

3) Gli strumenti di ratifica, d'accettazione o di adesione verranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

4) È inteso che nel momento in cui uno Stato viene vincolato dalla presente Convenzione, deve essere in grado, in conformità con la sua legislazione nazionale, di dare effetto alle disposizioni della Convenzione.

ARTICOLO 10.

1) La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo il deposito del quinto strumento di ratifica, di accettazione o di adesione.

2) La presente Convenzione entrerà in vigore, nei confronti di ciascuno Stato che ratifichi o accetti la presente Convenzione o vi aderisca dopo il deposito del quinto strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, tre mesi dopo il deposito del suo strumento.

ARTICOLO 11.

1) Ogni Stato contraente avrà la facoltà di denunciare la presente Convenzione mediante una notifica scritta depositata presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2) La denuncia avrà effetto dodici mesi dopo la data di ricevimento della notifica prevista al paragrafo 1).

ARTICOLO 12.

1) La presente Convenzione è firmata in un unico esemplare nelle lingue francese, inglese, russa e spagnola, i quattro testi facenti ugualmente fede.

2) Testi ufficiali verranno stabiliti dal Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'istruzione, la scienza e la cultura, e dal Direttore Generale dell'Organizzazione Mondiale per la Proprietà intellettuale, dopo aver consultato i Governi interessati, nelle lingue araba, italiana, olandese, portoghese e tedesca.

3) Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notificherà agli Stati menzionati all'articolo 9, paragrafo 1), nonché al

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Direttore Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'istruzione, la scienza e la cultura, al Direttore Generale dell'Organizzazione Mondiale per la Proprietà intellettuale, al Direttore Generale dell'Ufficio internazionale del lavoro ed al Segretario Generale dell'Unione internazionale delle Telecomunicazioni:

- i) le firme della presente Convenzione;
- ii) il deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di adesione;
- iii) la data dell'entrata in vigore della presente Convenzione ai sensi dell'articolo 10, paragrafo 1);
- iv) il deposito di qualunque notifica prevista dall'articolo 2, paragrafo 2), o dall'articolo 8, paragrafo 2) o 3), nonché il testo della notifica;
- v) la ricezione delle notifiche di denuncia.

4) Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite trasmetterà due esemplari certificati conformi della presente Convenzione a ciascuno Stato menzionato all'articolo 9, paragrafo 1).

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti debitamente autorizzati a tale scopo hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Bruxelles il 21 maggio 1974.

(*Seguono le firme*)